



**(Sections de la DDFiP de Charente Maritime)**

## **COMPTE-RENDU DE LA JOURNEE DE GREVE DU 14 FEVRIER**

Depuis une quinzaine de jours, des actions ont été menées auprès des usagers devant les différents CFP du département. Des rassemblements de 8h30 à 9h30, des « pauses cafés » à 10h ont permis de distribuer un tract au public, d'engager la conversation avec les citoyens présents et de leur faire signer massivement une pétition.

Le jeudi 14 février, à l'appel de l'ensemble des OS du département, une journée de grève avec 2 rassemblements à Saintes et La Rochelle à 10h, a permis d'alerter encore mieux l'opinion publique au sujet de la « géographie revisitée » commandée par la Centrale. Le taux de grève sur le département est de 37%. 5 CFP étaient fermés : St Jean d'Angély, Jonzac, Royan, Saintes et La Rochelle.

Différents médias se sont déplacés (FR3, radio France Bleue, Demoiselle FM, les Haut de Saintonge et le Littoral). Sud Ouest avait déjà mardi 12 février réalisé un article à ce sujet.

Nous avons pu développer (en s'appuyant sur la note « secret-secret » que notre directeur a reçue et les annonces faites par le directeur de Vendée) les bouleversements que va subir notre administration dans les 3 années à venir ; suppressions massives d'emplois, disparition du réseau des trésoreries, de certains CFP , etc...

A La Rochelle, une délégation a été reçue en fin de matinée par l'attaché parlementaire du député Mr Falorni. Un cortège composé de collègues, de retraités, de salariés de la poste et de gilets jaunes a accompagné cette délégation du CFP au local de la permanence du député, Nous avons été reçus une bonne heure, exposant l'ensemble des sujets en lui remettant le fameux 4 pages dont il n'avait absolument pas connaissance. La discussion fut intéressante, il interviendra pour obtenir des informations précises. Nous restons en contact...à suivre. Nous lui avons aussi laissé le tract au public, la pétition ainsi que le tract national relatant les annonces du directeur de Vendée.

A Saintes les collègues qui étaient rassemblés devant le CFP ont été rejoints par des collègues de St Jean, Jonzac et Royan. Une marche dans les rue de Saintes leur ont permis de se rendre à la sous-préfecture, puis à la mairie et enfin à la permanence du député Ardouin. Différents écrits ont également été remis (tract, pétition,...).

Cette journée de grève a trouvé tout son sens grâce à des rassemblements et des actions qui l'ont bonifié. Nous continuerons nos actions dans les semaines à venir, y compris pendant les vacances. Les actions de 8h30 à 9h30 ou les « pauses café » pour contact avec le public doivent perdurer. L'ensemble des élus locaux seront contactés afin de les amener à se positionner et nous rejoindre dans les prochaines actions du mois de mars.

Le mois de mars sera crucial ! Ne nous leurrions pas ! Si la cartographie « idéale » des départements sera validée plus tard que prévue du fait du « grand débat », celle-ci est déjà concoctée par nos directeurs et ne sera certainement pas bouleversée par celui-ci.

Nous savons que la DGFIP doit signer dès fin mars / début avril un contrat d'objectifs et de moyens avec la Direction du Budget: à partir de là, notre administration sera engagée pour 3 ans quant à ses ressources budgétaires, et donc en terme d'emplois ! Après cela, les directeurs devront faire avec les moyens qui leur resteront, c'est-à-dire pas grand chose ! N'oublions pas le projet de loi sur la Fonction Publique qui vient de sortir et qui lui n'est pas dans le fameux « Grand Débat » !

L'intersyndicale Finances Publiques, qui s'est réunie ce 14 février, annonce l'état d'urgence pour sauver notre service public. De nombreuses actions vont être mises en œuvre et plusieurs journées de grèves sont prévues avec des rassemblements régionaux et nationaux..

Personne ne sera épargné ! Il appartient à chacun d'entre vous de contribuer à ces mouvements et à sensibiliser vos proches, vos amis, vos élus locaux...

Quelques photos et article de presse de la journée du 14 février.

Rassemblement La Rochelle :



Devant le CFP



Banderole au 3ème étage du CFP

Rassemblement Saintes :



Devant le CFP



Devant la permanence du député



Préfecture de Saintes



Mairie de Saintes

6 HAUTE SAINTONGE / actualité

HAUTE SAINTONGE N°07  
Vendredi 15 février 2019

### SERVICE PUBLIC

## Le Centre des Finances Publiques de Jonzac menacé ?

**Les syndicats CFDT, FO, Solidaires et CGT de Charente-Maritime ont organisé, ce 14 février, deux rassemblements devant les centres des finances publiques de Saintes et de La Rochelle. Ils craignent la suppression de 120 à 150 postes ainsi que la fermeture de plusieurs centres et trésoreries.**

Damien Lê Thanh

**V**a-t-on vers une nouvelle réduction de la présence des services publics dans les territoires ruraux, et notamment en Haute-Saintonge ? Cette fois, plusieurs centres des finances publiques ainsi que des trésoreries seraient menacés, selon les syndicats. Face à ces inquiétudes, la CFDT, FO, Solidaires et la CGT avaient décidé d'organiser deux rassemblements, ce 14 février, devant les centres de Saintes et La Rochelle.

### Réorganisation entre 2019 et 2022

Tout a débuté au mois de décembre lorsque les directeurs départementaux ont reçu de la direction générale une lettre de mission où il est question de réorganisation. « Depuis, nous avons eu connaissance des détails du plan prévu chez nos voisins de la Vendée. Un département similaire au nôtre. Ainsi, selon nos estimations entre 120 et 150 fonctionnaires, sur les 900 agents qui travaillent en Charente-Maritime, sont menacés », estime Franck Robert, de l'intersyndicale CFDT, FO, Solidaires et CGT. « La nouvelle organisation proposée, s'appuiera sur un quantum de suppressions d'emplois, peut-on

lire dans ce document intitulé Bâtir un nouveau réseau. Une réorganisation qui pourrait engendrer la fermeture de cinq centres des finances publiques, sur les sept qui existent actuellement dans le département. Ne seraient conservés que ceux de La Rochelle et Saintes. « Les centres de Jonzac, Marennes et Saint-Jean-d'Angély sont les plus menacés. Alors que la fréquentation avoisine pourtant 20 000 passages par an. Déjà, à Marennes, le centre est dorénavant fermé tous les après-midi. Et à partir du mois de juillet, le service publicité foncière ne sera plus accessible pour les particuliers, il faudra se rendre à La Rochelle, poursuit le syndicaliste. Alors oui, mécaniquement la fréquentation va encore chuter si on supprime des services. »

Pire, les 20 trésoreries implantées sur l'ensemble du département (Mirambeau, Pons, Montlieu-la-Garde, Gémozac, Cozes...) pourraient toutes tirer leur rideau. « Il y a quelques années, on en comptait encore 36. La trésorerie de Tonny-Charente est la dernière à avoir fermé, le 1<sup>er</sup> janvier 2019 », regrette Franck Robert. Pour Laurent Garnier, directeur départemental des finances publiques en Charente-Maritime : « Il y a en effet une inquiétude des agents. Annuellement, nous réorganisons notre réseau. Cette fois, la direction générale a souhaité établir un plan pluriannuel pour une meilleure visibilité, y compris pour nos agents. Mais c'est encore trop tôt. Nous ne sommes pas encore dans la phase de concertation. Actuellement, il y a un grand débat qui a été lancé où là aussi la place de l'Etat sera évoquée. »

**Les salariés du centre jonzacais s'étaient déjà mobilisés le 17 mai 2018 (photo) pour la défense du service public.**

PORTES OUVERTES DU CFA

SAMEDI 16 FEVRIER - SAINT-GERMAIN-DE-LUSIGNAN

9h à 17h

Il faut que cesse cet agribashing quotidien. Cela passe par la néces-

Les objectifs de volume ont été définis. Cela doit passer par la

la Chambre régionale du Poi-

nemental rendu. Nous savons déjà

## Les Centres des Finances de Marennes et de Royan menacés ?

Quatre organisations syndicales ont organisé, ce 14 février, deux rassemblements devant les centres des finances publiques de Saintes et de La Rochelle. Les syndicats craignent la suppression de 120 à 150 postes et plusieurs fermetures.

Va-t-on vers une nouvelle réduction de la présence des services publics dans les territoires ruraux, et notamment en Haute-Saintonge? Cette fois, plusieurs centres des finances publiques ainsi que des trésoreries seraient menacés, selon les syndicats. Face à ces inquiétudes, la CFDT, FO, Solidaires et la CGT avaient décidé d'organiser deux rassemblements, ce 14 février, devant les centres de Saintes et La Rochelle.

### Réorganisation entre 2019 et 2022

Tout a débuté au mois de décembre lorsque les directeurs départementaux ont reçu de la direction générale une lettre de mission où il est question de réorganisation.

"Depuis, nous avons eu connaissance des détails du plan prévu chez nos voisins de la Vendée. Un département similaire au nôtre. Ainsi, selon nos estimations entre

120 et 150 fonctionnaires, sur les 900 agents qui travaillent en Charente-Maritime, sont menacés", estime Franck Robert, représentant de l'intersyndicale CFDT, FO, Solidaires et CGT.

"La nouvelle organisation proposée, s'appuiera sur un quantum de suppressions d'emplois", peut-on lire dans ce document intitulé, Bâtir un nouveau réseau.

Une réorganisation qui pourrait engendrer la fermeture de cinq centres des finances publiques, sur les sept qui existent actuellement dans le département. Ne seraient conservés que ceux de La Rochelle et Saintes, selon les syndicats.

"Les centres de Jonzac, Marennes et Saint-Jean-d'Angély sont les plus menacés. Alors que la fréquentation avoisine pourtant 20 000 passages par an. Déjà, à Marennes, le centre est dorénavant fermé tous les après-midi. Et à partir du mois de juillet, le service publicité foncière ne sera



Lors d'une action, la semaine dernière, des agents du centre de Rochefort.

© D.R.

plus accessible pour les particuliers, il faudra se rendre à La Rochelle, poursuit le syndicaliste. Alors oui, mécaniquement la fréquentation va encore chuter si on supprime des services."

Pis, les 20 trésoreries implantées sur l'ensemble du département pourraient toutes tirer (Saint-Pierre d'Oléron, Cozes, Gémozac...) leur rideau. "Il y a quelques années, on en comptait

encore 36. La trésorerie de Tonay-Charente est la dernière à avoir fermé au 1<sup>er</sup> janvier 2019", regrette Franck Robert.

### "Inquiétudes des agents"

Pour Laurent Garnier, directeur départemental des finances publiques en Charente-Maritime: "Il y a en effet une inquiétude des agents. Annuellement, nous réorganisons notre réseau. Cette fois, la direction générale a souhaité établir un plan pluri-annuel pour une meilleure visibilité, y compris pour nos agents. Mais c'est encore trop tôt, nous ne sommes pas encore dans la phase de concertation. Actuellement, il y a un Grand débat qui a été lancé où là aussi la place de l'Etat sera évoquée."

Des chiffres que ne veut donc pas commenter Laurent Garnier. ■

D.L.-T.

LA QUINZAINÉ